

PS

SP

# POIVRE & SEL SALZ & PFEFFER

Revue du Parti socialiste Fribourgeois | Magazin der Sozialdemokratischen Partei Freiburg  
www.ps-fr.ch | www.sp-fr.ch

## SOMMAIRE



Votations fédérales | 02-03



Politique cantonale | 04-05



Politique cantonale | 06-07



Agenda | 08



## EDITORIAL

Fin septembre, les fribourgeoises et fribourgeois suivaient 4 des 5 recommandations de vote du PS pour les votations fédérales en refusant l'initiative de limitation, l'augmentation des déductions fiscales pour la garde d'enfant et l'achat d'avions de combats et en acceptant l'introduction d'un congé-paternité. C'est une nouvelle réjouissante et un signal pour les élections communales et cantonales !

La période que nous vivons reste spéciale compte tenu de la situation sanitaire liée au coronavirus. Depuis début octobre, une recrudescence des cas nous appelle à redoubler nos efforts en appliquant les gestes barrière dans notre quotidien. La situation économique est fragile et le PS se doit de défendre le maintien des emplois et d'éviter une dégradation de la situation pour les personnes en situation précaire ainsi que pour la classe moyenne.

Pour l'action politique, c'est compliqué également. A peine une votation passée qu'il faut déjà préparer la prochaine. Les campagnes de terrain - une force de notre parti - sont à réinventer ou se reportent sur les réseaux sociaux, ce qui n'est pas chose facile pour convaincre et échanger. Dans ce contexte, une mobilisation des membres est d'autant plus indispensable pour le débat et la défense de nos idées !

Enfin, lors du Congrès du 30 septembre, les membres ont élu une nouvelle présidence. Cette nouvelle équipe se réjouit de s'engager dans la continuité en relevant les défis qui attendent notre parti, notamment les prochaines échéances électorales, et en proposant une politique à notre image, celle qui met l'individu au centre et qui tient compte des enjeux climatiques. Une politique pour toutes et tous, sans privilèges !

In der Volksabstimmung von Ende September sind die Freiburgerinnen und Freiburger in 4 von den 5 Vorlagen den Stimmempfehlungen der SP gefolgt, indem sie die so genannte Begrenzungsinitiative, die Abzüge von Betreuungskosten von der Bundessteuer und den Kredit für die Beschaffung von Kampfjets abgelehnt und den Vaterschaftsurlaub angenommen haben. Dieses erfreuliche Ergebnis ist ein positives Signal für die kommenden Gemeinde- und Kantonswahlen.

In der Gesundheitspolitik ist keine Entwarnung in Sicht. Seit Anfang Oktober zwingt uns die Zunahme der Coronafälle zu vermehrter Sorgfalt bei der Anwendung der individuellen Vorsichtsmassnahmen im Alltag. In dieser unsicheren wirtschaftlichen Lage muss sich die SP für den Erhalt der Arbeitsplätze einsetzen, damit es nicht zu einer Verschlechterung der Lage kommt für den schlechter gestellten Teil der Bevölkerung sowie für den Mittelstand.

Auch für die politische Aktivität liegen die Dinge nicht einfach. Kaum ist eine wichtige Abstimmung vorbei, muss man sich schon auf die nächste vorbereiten. Die Bürgernähe in der Kampagnenführung – eine Stärke unserer Partei – muss neu erfunden werden, vielleicht auch stärker in die sozialen Medien getragen werden. Dies kann sich aber für die Überzeugungsarbeit und den Meinungs Austausch erschwerend auswirken. Unter diesen Umständen ist die Mobilisierung der Mitglieder entscheidend, um im politischen Wettstreit unsere Ideen effizient zu vertreten.

In unserer Partei wurde am Kongress vom 30. September das Präsidium neu bestellt. Die neue Parteileitung freut sich, den bisherigen Elan aufzunehmen, um an die Herausforderungen heranzugehen, die das Wahljahr 2021 bringen wird. Sie gedenkt eine Politik mit der bewährten SP-Ausrichtung zu führen, wo der Mensch im Mittelpunkt steht, der Blick jedoch auch auf die Klimaentwicklung gerichtet bleibt. Eine Politik für alle statt für wenige!

# 02

## POLITIQUE FEDERALE

### INITIATIVE POUR DES MULTINATIONALES RESPONSABLES

Une entreprise suisse se rend coupable à l'étranger de violations graves des droits humains, ou provoque une catastrophe écologique. Doit-elle rendre des comptes à la justice, y compris dans notre pays ? C'est la question simple posée par l'initiative « Pour des multinationales responsables », avec en toile de fond des affaires de pollution au mercure en Amérique du Sud, de travail des enfants en Afrique subsaharienne, ou de déplacements forcés de population en RDC. Ce texte, porté par plus d'une centaine d'ONG, par les églises et par la société civile, pose les bonnes questions, et apporte des réponses raisonnables et mesurées.

La majorité bourgeoise oppose à l'initiative un contre-projet



indolore pour les entreprises, et inefficace à protéger les victimes. Il est vrai que les entreprises suisses jouissent en règle générale d'une bonne réputation à l'étranger. Malheureusement celle-ci a souffert ces dernières années, du fait de comportement de quelques-unes, actives avant tout dans l'extraction de matières premières. J'ai pu le constater à plusieurs reprises lors de missions effectuées pour le compte du parlement en Afrique subsaharienne. Or, notre réputation d'état de droit, et la rectitude de nos entreprises en affaires, est essentielle à notre succès.

La solution proposée pour restaurer notre réputation est modérée. Elle s'inspire du droit de la responsabilité civile : celui qui cause un dommage en violant les droits fondamentaux des populations ou de l'environnement



**Christian Levrat**  
Conseiller aux Etats

doit le réparer. C'est une exigence de justice évidente. Malheureusement, des Etats fragilisés ou corrompus en Afrique ou en Amérique du Sud ne sont pas toujours en mesure de protéger leur population, face à des multinationales dont le chiffre d'affaire dépasse parfois leur produit intérieur brut tout entier. Lorsque ces dernières ont leur siège en Suisse, nous devons intervenir.

Les entreprises qui se comportent correctement n'ont rien à craindre. De nombreux pays ont déjà adoptés des lois allant dans cette direction, par exemple contre le travail des enfants ou le commerce de minerais issus de zone de conflit. Pourquoi pas nous? Evitons de donner une prime concurrentielle aux irresponsables. Lorsqu'une entreprise



sans scrupule ignore la protection de l'environnement et les droits humains, elle acquiert un avantage face à toutes celles qui respectent les règles. Il est temps de mieux protéger les multinationales responsables et de sanctionner les autres.

Ein schweizerisches Unternehmen, das im Ausland schwere Menschenrechtsverletzungen oder eine Naturkatastrophe verursacht, soll auch in unserem Land gerichtlich belangt werden können. Die Initiative schlägt eine Regelung gemäss den Grundsätzen des Haftungsrechts vor: Wer in seinem Geschäft mit einer Verletzung der Grundrechte für die Bevölkerung oder die Umwelt einen Schaden verursacht, soll für diesen Schaden geradestehen. Diesem klaren Erfordernis der Gerechtigkeit setzt jedoch die bürgerliche Mehrheit einen Gegenvorschlag mit geringer Wirkungskraft entgegen. Es geht nun darum, diejenigen Multinationals zu unterstützen, die sich verantwortungsvoll verhalten und die übrigen an die Kandare zu nehmen.

# 03

## POLITIQUE FEDERALE

### INITIATIVE POUR L'INTERDICTION DES PRODUCTEURS DE MATÉRIEL DE GUERRE

Fin 2019, la BNS investissait 206 millions de dollars dans l'entreprise Raytheon, tandis qu'UBS y possède des parts pour près de 999 millions de dollars. Or cette entreprise américaine, active dans l'armement, vend massivement des munitions utilisées par l'Arabie saoudite dans le conflit au Yemen, où il n'est pas rare que la population civile ou des hôpitaux soient pris pour cibles. Ainsi, des milliards de francs sont investis chaque année par des institutions suisses dans ce commerce sanglant et participent ainsi à l'alimentation des guerres. L'initiative sur laquelle nous

De l'autre côté, le Groupe pour une Suisse sans armée, ainsi qu'une vaste coalition de gauche, souhaite agir à la source du problème de la vente d'armement en tarissant les sources de financement de cette industrie. La Suisse participe en effet de manière indirecte à la production d'armes utilisées contre la population civile. En tant que pays neutre à tradition humanitaire, la Suisse n'engage activement pour la promotion des droits humains, la paix et des solutions pacifiques aux conflits. Or la neutralité de la Suisse ne deviendra crédible que lorsqu'elle fera

**OUI** À L'INITIATIVE  
CONTRE LE COMMERCE  
DE GUERRE



devons nous prononcer prévoit que le financement des producteurs de matériel de guerre par la Banque nationale suisse, par les fondations, ainsi que par les institutions de la prévoyance publique et de la prévoyance professionnelle soit interdit. Il serait ainsi interdit d'octroyer des crédits aux producteurs d'armes et également de détenir des actions et des produits financiers liés à aux entreprises qui produisent du matériel de guerre.

D'un côté, le Conseil fédéral estime que l'initiative ne garantira pas la baisse de la production d'armes et qu'elle aura un impact économique et financier négatif pour les caisses de pension qui verraient leurs possibilités d'investissement restreintes. Il affirme que la loi actuelle qui interdit de financer, de fabriquer et de commercialiser des armes nucléaires, biologiques et chimiques, des mines antipersonnel et des armes à sous-munitions est suffisante.

en sorte que ses propres institutions ne financent pas l'industrie qui a des mains ensanglantées. Les intérêts purement économiques ne doivent pas systématiquement guider notre politique pourtant paradoxale. Ainsi, un OUI à l'initiative des entreprises de guerre se justifierait à la fois d'un point de vue éthique, mais aussi d'un point de vue économique et tendrait à renforcer la politique de neutralité suisse.



**Grégoire Kubski**  
Député, vice-président PSF

Die Initiative hat zum Ziel, dass die Produzenten von Kriegsmaterial sich nicht bei der Schweizerischen Nationalbank oder bei Stiftungen und Institutionen der öffentlichen Vorsorge respektive Beruflichen Vorsorge finanzieren können.

Angesichts des Problems eines weltweiten Waffenhandels wird damit ein Versiegen der Finanzierungsquellen dieser Industrie angestrebt. Als neutrales Land mit humanitärer Tradition setzt sich die Schweiz aktiv für die Förderung der Menschenrechte sowie für Frieden und friedliche Konfliktlösungen. Die Neutralität der Schweiz kann aber nur dann glaubwürdig sein, wenn sie dafür sorgt, dass nicht ihre eigenen Institutionen zur Finanzierung der Rüstungsindustrie beitragen

## CAISSE DE PENSION

**Le 29 novembre le peuple fribourgeois devra se prononcer sur le projet d'assainissement de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat proposé par le Conseil d'Etat. Ce paquet ficelé après plus de 2 ans de travaux a largement été approuvé par le Grand Conseil.**

### Vers un équilibre des sacrifices

L'allongement de la durée de vie, la baisse des rendements et la baisse du taux technique imposée obligent nos autorités à revoir le financement de la Caisse de prévoyance du personnel de l'Etat. C'est qu'il faut atteindre le taux de couverture de 80% en 2052. Aujourd'hui ce taux est à 79,5%, mais les perspectives d'avenir sont mauvaises.

Cette nouvelle loi intègre les principes suivants : passage de la primauté des prestations à la primauté des cotisations, bonifications croissantes, augmentation paritaire des cotisations de 1%, pertes de rente ne dépassant pas les 9,5% pour une prise de la retraite à 64 ans, des mesures transitoires et compensatoires dès 45 ans pour un total de 380 millions de francs et une revalorisation salariale de 0,25% au 1er janvier 2021. Sans oublier qu'à la demande des associations professionnelles, une augmentation de salaire de 0,3% a été accordée en début d'année. Le tout entrant en vigueur le 1er janvier 2022.

Ce projet n'est pas sans conséquences pour le personnel de l'Etat. Du fait du changement du système de primauté, de l'augmentation de sa cotisation et de la baisse des rentes, les collaborateurs et les collaboratrices de l'Etat font leur part d'efforts. Pour certains, cette part est trop importante.

L'Etat passe aussi à la caisse. Du fait de l'augmentation des cotisations, de la bonification croissante et des augmentations salariales, sur les 30 ans à venir, l'Etat fait aussi sa part. Certains diront que cette participation est trop faible.



**Gaétan Emonet**  
**Député, président du**  
**PS District Veveyse**

Lors des débats parlementaires, le Groupe socialiste a vainement essayé d'améliorer le projet par plusieurs amendements. Cependant, face à une droite compacte et souvent muette, ces propositions sont passées à la trappe et c'est bel et bien le projet initial qui a été adopté à une large majorité.

En cas de refus du projet, l'Autorité bernoise de surveillance a déjà exigé que la Caisse lui présente un nouveau plan de financement qui augurerait des pertes beaucoup plus importantes pour le personnel.

Ce projet n'est de loin pas parfait pour le personnel car les pertes de rentes sont importantes, mais il tend vers un équilibre des sacrifices. En cas de refus le 29 novembre, il sera impossible de négocier mieux et c'est l'ensemble du personnel qui se trouvera dans une situation très difficile.

Die länger werdende Lebensdauer, der Rückgang der Kapitalerträge und die von oben diktierte Senkung des technischen Zinssatzes zwingen unsere Behörden zu einer Neugestaltung des Finanzierungsmodells für die Pensionskasse des Staatspersonals. Die zur Abstimmung stehende Gesetzesvorlage regelt bei dieser Gelegenheit auch den Übergang vom Leistungs- zum Beitragsprimat. Als Folge des Primatwechsels sowie der Beitragserhöhung ist für das Staatspersonal ein finanzieller Nachteil unvermeidbar. Im Gegenzug entsteht aber auch dem Staat wegen der Erhöhung der Arbeitgeberbeiträge sowie der zunehmenden Gutschriften und der Lohnerhöhungen (gerechnet auf die nächsten 30 Jahre) eine zusätzliche Belastung. In der parlamentarischen Beratung hat sich die SP-Fraktion in verschiedenen Punkten für Verbesserungen der Vorlage eingesetzt, sie blieb damit aber erfolglos, denn Rechte versenkte all diese Verbesserungsvorschläge – verschiedentlich einfach als Block, ohne sich auf eine Diskussion einzulassen. Andererseits stehen wir vor der Tatsache, dass die Aufsichtsbehörde auf jeden Fall von der Kasse einen Vorsorgeplan fordert und dadurch eine Ablehnung der Vorlage zu neuen Modellen mit weit einschneidenderen Auswirkungen für die Mitarbeiterinnen und Mitarbeiter führen könnte.

# 05

## POLITIQUE CANTONALE

### POUR LA GRATUITE DES TRANSPORTS PUBLICS

Cet automne, toutes les jeunesses de gauche se sont mobilisées pour lancer une initiative commune qui partage leurs valeurs : la gratuité des transports publics au sein du canton de Fribourg. Cette initiative est un pas pour la lutte écologique mais également pour la lutte sociale. En effet, en rendant les transports publics gratuits pour tou.te.x.s, nous souhaitons inciter l'ensemble de la population à davantage emprunter la mobilité douce. Grâce à cette initiative, notre système de transport public, déjà performant, serait développé en même temps que la demande.

De nombreuses villes et un pays, le Luxembourg, en ont déjà fait à succès l'expérience. Elles ont pu constater une augmentation du nombre d'usager.e.x.s et une diminution des trajets en véhicule privé. A Dunkerque, 10% des nouvelles et nouveaux utilisateurs et utilisatrices capté.e.x.s par la mesure en même temps vendent leur voiture. Cela a eu pour principal impact de réduire drastiquement les émissions de CO2 et de particules fines. L'amélioration de la qualité de l'air, a des conséquences non-négligeables sur la santé publique. A ce titre, rappelons que nous comptons chaque année en Suisse 2'200 décès prématurés et 12'000 cas de bronchite aiguë chez les enfants dues à la pollution de l'air.

Le trafic routier et ses nuisances sonores ont connu une baisse considérable. Dès lors, la route est devenue plus sûre pour tou.te.x.s les autres usager.e.x.s et notamment les cyclistes qui ont désormais plus d'espace pour circuler. Il n'y a aucune raison pour que la route demeure l'unique propriété des voitures.

De plus, cette action a aussi un aspect social important car les transports publics restent un service cher et surtout indispensable pour les familles à bas ou moyen revenu, d'autant plus en cette période de précarité liée au Covid-19. Nous voulons alléger leurs dépenses et leur permettre de se déplacer de manière gratuite et écologique au sein du canton. Car se déplacer est aussi un droit. La gratuité

favorisera également une meilleure intégration sociale, par exemple, pour les personnes âgées, qui n'ont plus la capacité à conduire ou à payer les transports publics, mais également une meilleure connexion entre les campagnes et les villes. Finalement, cette initiative permettra de créer de l'emploi grâce à l'augmentation du nombre d'usager.e.x.s et à l'augmentation de l'offre de transport.

La gratuité des transports publics est un projet économiquement réalisable. D'une part les deux tiers de leur coût sont déjà subventionnés par l'Etat et le dernier tiers ne représenterait que 0,4% du PIB cantonal et serait payé par une hausse sociale de l'impôt. Loin d'être une utopie !



**Dalia Lamhangar**  
Jeunesse socialiste fribourgeoise

Die linken Jugendorganisationen wollen gemeinsam, im Sinne ihrer Werte, eine Initiative lancieren für kostenlose öffentliche Verkehrsmittel im Kanton Freiburg. Die Initiative entspricht, auch mit der indirekten Förderung des Langsamverkehrs, einem Umweltsanliegen, sie hat aber eine soziale Ausrichtung. Die öffentlichen Verkehrsmittel der ganzen Bevölkerung gratis zur Verfügung zu stellen, soll unserer Ansicht nach zu deren vermehrten Nutzung durch die Allgemeinheit führen. Der öffentliche Verkehr bleibt sonst eine teure Dienstleistung, obwohl die Familien mit niedrigem und mittlerem Einkommen besonders darauf angewiesen sind. Dies ist in einer Zeit der unsicheren Einkommen, wie sie uns die Covid-19-Situation beschert, besonders wichtig. Ein solcher Nulltarif würde eine bessere soziale Eingliederung versprechen, und ausserdem könnte die vermehrte Nachfrage und der zu gewärtigende Ausbau des Angebots im öffentlichen Verkehr zur Schaffung neuer Arbeitsplätze führen.

## ELECTIONS COMMUNALES ET CANTONALES 2021

Les élections cantonales et communales de 2021 s'inscrivent dans un contexte particulier dicté par une réalité sanitaire qui a non seulement bousculé nos réalités personnelles de vie quotidienne, mais qui a ébranlé également le rôle et le fonctionnement de nos institutions sociales et politiques et du monde économique, nous révélant tantôt les forces ou les faiblesses de notre système actuel. Ce contexte chahuté et fragile est cependant aussi source d'un espoir et d'une force concrète de voir se modeler les contours d'une société plus ancrée sur la solidarité, l'équité, la durabilité et une économie plus soucieuse des enjeux humains et environnementaux que riviée sur la course aux profits à outrance.

C'est donc dans cet esprit constructif de participer aux renforcements et aux changements qui s'avèrent nécessaires pour atteindre une cohésion sociale, économique et environnementale en phase et prête à relever les défis à nos portes que nous nous engageons dans cette campagne.

Concrètement sur le terrain, en présentiel ou via les réseaux sociaux, il s'agit de défendre un programme de campagne qui s'articule autour de 3 grandes thématiques :

- **Promouvoir la qualité de vie** : développer des prestations à la population qui favorisent l'égalité des chances, l'intégration et se soucient du bien-être de toutes les générations.
- **Renforcer la solidarité** : soutien à la vie associative, promotion de l'équité et l'égalité
- **Concrétiser un développement durable et responsable** : aménagement du territoire, mobilité, économie

Les élections communales du 7 mars 2021 seront un baromètre des tendances qui se dessineront pour les cantonales. Il est important que le PS soit présent dans le plus grand nombre de communes possible à travers tout le canton, soit en présentant des listes uniques estampillées PS, soit en privilégiant des listes communes à tendance de gauche.



**Martine Fagherazzi-Barras**  
Députée, Vice-présidente PSF

Il convient aussi de continuer à promouvoir une représentation paritaire hommes-femmes sur nos listes à tous les échelons tant communaux que cantonaux.

C'est dans une optique de renforcement de la gauche plurielle que s'inscriront les élections cantonales du 7 novembre 2021. Au Conseil d'Etat, l'enjeu prioritaire est clairement de récupérer un troisième siège. Dans une vision plus ambitieuse, pourquoi pas y acquérir une majorité à tendance de gauche. Mais pour y parvenir dans un cas comme dans l'autre, nous devons chacun contribuer à élargir nos bases électorales respectives.

Le Parti socialiste a donc des cartes maîtresses à jouer lors de ces prochaines élections, car nos valeurs s'inscrivent parfaitement dans cet esprit de changement de paradigmes sociétaux qui semble souffler actuellement. Et les résultats des dernières élections et votations fédérales en sont un indicateur encourageant.

Pour concrétiser cela, le PS compte sur l'engagement de chacun et chacune de ses membres !

Die Wahlen auf Kantons- und auf Gemeindeebene im Jahr 2021 spielen sich angesichts der Pandemie und der damit verbundenen Schwierigkeiten in einem ganz besonderen Rahmen ab. Ob wir die Abstimmungskämpfe in herkömmlicher Form oder in virtueller Form über die sozialen Netzwerke führen, jedenfalls wird sich unser Kampagnenprogramm um die folgenden drei grossen Themenkreise artikulieren:

- Förderung der Lebensqualität
- Stärkung der Solidarität
- Ausrichtung der Entwicklung auf Nachhaltigkeit und Verantwortlichkeit

Die Gemeindewahlen vom 7. März werden ein Gradmesser sein bezüglich der Tendenzen für die kantonalen Wahlen. Es ist wichtig, dass die SP in möglichst vielen Gemeinden in allen Kantonsteilen präsent sein kann. Für die Kantonswahlen vom 7. November 2021 wird eine Stärkung der vereinigten Linken angestrebt. Bei der Staatsratswahl steht der Gewinn eines dritten Sitzes im Vordergrund. In einer ambitionierteren Sicht könnte man sich sogar die Erreichung einer links ausgerichteten Regierungsmehrheit vorstellen. In diesem Sinn zählt die SP auf den Einsatz von allen Mitgliedern und Anhängern der Partei!

# 07

## POLITIQUE CANTONALE

### PRESENTATION NOUVELLE PRESIDENCE

Lors du Congrès du 30 septembre 2020, une nouvelle présidence a été élue. Elle est maintenant composée de sept membres, soit une présidence et six vice-président(e)s.



**Alizée Rey**

Présidente  
33 ans, Juriste  
Conseillère communale à Villars-sur-Glâne



**Martine Fagherazzi**

Vice-présidente (sortante)  
48 ans, Enseignante  
Députée au Grand Conseil



**Grégoire Kubski**

Vice-président (sortant)  
29 ans, avocat  
Député au Grand Conseil  
Président du Conseil général Bulle



**Noah Fasel**

Vice-président  
23 ans, étudiant en droit  
Président de la fédération de la Singine



**Oxel Suarez**

Vice-président  
23 ans, employé de commerce, étudiant  
en droit économique  
Vice-président de la fédération du Lac



**Pierre-Alain Perritaz**

Vice-président  
54 ans, Conducteur Bus / Trolleybus  
Conseiller général à Fribourg  
Membre du Comité du PS de la Ville de Fribourg



**Rose-Marie Rodriguez**

Vice-présidente  
55 ans, Enseignante  
Députée au Grand Conseil  
Conseillère générale à Estavayer-le-Lac  
Présidente du PS Estavayer-le-Lac

La nouvelle présidence se réjouit de s'engager avec vous à relever tous les défis importants qui nous attendent ces prochains mois Ensemble, proposons une politique pour toutes et tous, sans privilèges!

Changement d'adresse :  
Parti socialiste fribourgeois  
Salz & Pfeffer / Poivre & Sel  
Rte de la Fonderie 2  
1700 Fribourg

## Mots d'ordre PSF Votations Abstimmungsparolen

### 29 novembre/29. November

Initiative pour des  
multinationales responsables

OUI

Initiative pour l'interdiction  
des producteurs de matériel  
de guerre

OUI

Révision de la loi sur la  
Caisse de prévoyance du  
personnel de l'ETAT

LIBERTE DE  
VOTE

Volksinitiative «Für  
verantwortungsvolle  
Unternehmen - zum Schutz  
von Mensch und Umwelt

JA

Volksinitiative «Für ein  
Verbot der Finanzierung von  
Kriegsmaterialproduzenten

JA

Revision des Gesetzes  
über die Pensionskasse  
des Staatspersonals

STIMM-  
FREIBGABE

#### AGENDA

#### NOVEMBRE/NOVEMBER 2020

29

Votations populaires fédérales et cantonales  
Eigenössische und Kantonale  
Volksabstimmungen



Merci de votre soutien, il nous est indispensable  
Vielen Dank für Ihre Unterstützung, sie ist für uns unverzichtbar

[www.ps-fr.ch](http://www.ps-fr.ch)  
CCP 17-1660-3

#### ADHÉRER DÈS À PRÉSENT

[devenir-membre.sp-ps.ch](http://devenir-membre.sp-ps.ch)

#### JETZT MITGLIED WERDEN

[mitglied-werden.sp-ps.ch](http://mitglied-werden.sp-ps.ch)



#### IMPRESSUM

Rédaction / Redaktion  
Poivre et Sel, Salz und Pfeffer  
Rte de la Fonderie 2  
1700 Fribourg  
026 422 26 76  
CCP / Postkonto 17-1660-3  
[info@ps-fr.ch](mailto:info@ps-fr.ch)

Rédaction / Redaktion  
Catherine Thomet, Alizée Rey,  
Oxel Suarez  
Traduction  
Alain Grandjean  
Mise en page / Gestaltung  
Catherine Thomet

Impression / Druck  
Imprimerie Bonny, 1700 Fribourg

Tirage / Auflage  
1410

Parution / Erscheint  
4x an / Jahr

[ps-fr.ch](http://ps-fr.ch)

[facebook.com/psf.spf/](https://facebook.com/psf.spf/)

[instagram.com/psf.spf/](https://instagram.com/psf.spf/)

[twitter.com/psf\\_spf/](https://twitter.com/psf_spf/)